

VIE DES RESEAUX

Le Gis Participation du public, décision, démocratie participative

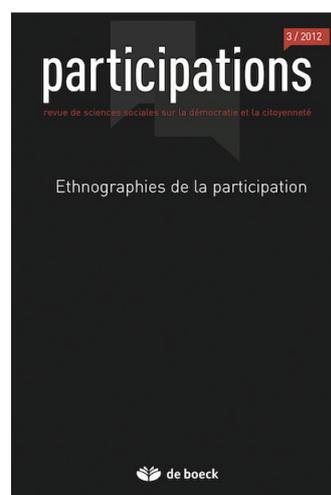
Deux raisons principales ont conduit à la création du Groupe d'intérêt scientifique Démocratie et Participation, fin 2009. D'une part, un double constat s'imposait : non seulement celui de l'ampleur nouvelle dans les sciences humaines et sociales des questions relatives au renouvellement de la démocratie, mais également celui de la dispersion des travaux sur la participation du public et la démocratie participative. Sans doute est-ce parce que les dynamiques de recherche qui se sont développées depuis plus d'une décennie sont principalement organisées par la logique des appels à projets de recherche découpée par thématiques (risques, TIC, nanotechnologies, etc.), par politiques sectorielles (urbanisme, environnement, santé, école, politiques sociales, science et technologie, communication, etc.) ou par leurs échelles de mise en œuvre (gestion de proximité, différents niveaux territoriaux de gouvernement, du local au mondial, etc.). D'autre part, des questions transversales parcourent ces travaux, qui sont susceptibles de donner sens à divers croisements pour faire converger les dynamiques créées. Qu'il s'agisse de l'existence ou non d'une « demande sociale » de participation, de l'institutionnalisation de procédures de débat ouvert dans certains secteurs de l'action publique plutôt que dans d'autres, d'expérimentations délibératives dans les mouvements sociaux, du renouvellement des normes politiques et des formes de la représentation appelé par les conséquences de la crise financière ou les défis de la crise écologique, de l'évaluation des effets de la participation du public aux processus décisionnels, un vaste ensemble de questions demande tout à la fois des bilans, des discussions et des propositions.

Un pari réussi : structurer le domaine des études de la participation en démocratie

Aucun laboratoire de recherche n'est centralement destiné en France à l'étude de ces questions, ni même à l'étude de la démocratie, contrairement à ce que l'on rencontre fréquemment à l'étranger. Le pari de la création du Gis a été d'envisager la mobilisation de la communauté de recherche francophone autour des questions nodales qui traversent les recherches sur la participation en démocratie. Celles-ci se situent au croisement de disciplines très diverses (science politique, sociologie de l'action publique, sociologie des mouvements sociaux, études urbaines, gestion de l'environnement, aménagement et géographie, droit public, sciences de l'information et de la communication, études sociales des sciences, économie, gestion, psychologie sociale, sciences de l'éducation, théories de l'argumentation et sciences du langage...). L'activité du Gis est alors destinée à structurer collectivement l'effort de recherche en considérant que, comme objet scientifique, la participation constitue une entrée privilégiée, un point de passage obligé pour analyser soit un secteur social, soient les transformations de la société civile, soient les relations qu'entretiennent entre eux certains groupes d'acteurs,



soit l'évolution des cultures politiques, sans négliger l'influence que ces phénomènes exercent en retour sur la démocratie. Les études de la participation du public en démocratie, dégagées de la périphérie de domaines plus vastes où elles restaient cantonnées, sont ainsi constitutives d'un domaine de recherche plutôt que d'un champ spécifique, et la création du Gis n'a pas prétendu les organiser autour d'un paradigme partagé. Au contraire, le conflit redevient l'objet central, pour dépasser le « tropisme procédural » des travaux centrés sur l'observation fine du fonctionnement des dispositifs participatifs, et l'étude des conflits va de pair avec un pluralisme des méthodes et des références.



Cela fixait les ambitions du Gis : faire circuler les références, croiser les regards disciplinaires sur les terrains d'études, constituer des outils collectifs — comme le *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*¹ ou la *revue Participations*² — voire bâtir des protocoles d'enquête plus largement partagés pour permettre une plus grande cumulativité des résultats, faire dialoguer les questionnements des chercheur.e.s et des acteur.e.s de la participation.

L'activité du Gis montre de ce point de vue la fécondité de lignes de confrontation qui souvent opposent les travaux, autour de couples comme conflit / consensus, processus / procédures, représentation / participation, démocratie délibérative / démocratie participative, dès lors que l'on favorise la pluralité des approches disciplinaires et méthodologiques, des postures de recherche, des cadrages théoriques, et que l'on accorde toute sa place à l'enquête, au déploiement des cas et à la description des situations étudiées. Elle montre l'intérêt de maintenir ouverte la ten-

1. Casillo I. avec R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud, J-M. Fourniau, R. Lefebvre, C. Neveu et D. Salles (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, Gis Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. <http://www.dicopart.fr/>

2. *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté* éditée par De Boeck Supérieur et diffusée sur Cairn.info : <http://www.cairn.info/revue-participations.htm>.

Le projet d'un *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* est né du démarrage de l'activité du Gis Démocratie et Participation. Il s'agissait de constituer une ressource collective partageable entre les chercheurs et les acteurs, praticiens ou décideurs, rassemblant les mots à travers lesquels les uns et les autres définissent, pratiquent et théorisent la participation du public aux processus décisionnels. En proposant une réflexion sur les mots en usage dans le domaine, le *Dictionnaire* ne cherche pas à figer des définitions ou à établir un langage commun, mais il explore les pratiques du monde composite des chercheurs et des acteurs de la participation, afin de clarifier les termes des débats que la participation du public suscite.

Publier un dictionnaire en ligne plutôt qu'une édition papier, un dictionnaire critique et pas simplement un wiki, est un choix de méthode et de résultat. Les 210 notices prévues (120 déjà en ligne) sont signées de leurs 160 auteurs, mais ouvertes à la contribution de leurs lecteurs selon des règles précises permettant le débat scientifique. Une analyse textuelle du corpus entier identifie les proximités entre les entrées et décrit un réseau sémantique caractérisant le domaine. Cette carte de liens ainsi que nombre d'autres outils offrent de multiples possibilités de navigation et de recherche dans le *Dictionnaire*.

► [En savoir plus](#)



sion entre une approche de la participation structurée autour des questions transversales du domaine (l'objet de l'introduction du premier numéro de la revue *Participations* était de les repérer) et les approches de la participation comme objet dérivé de champs disciplinaires spécialisés. L'intérêt de toute l'activité du Gis est de permettre la confrontation, vive parfois, entre ces travaux dont les programmes et les questionnements pourraient autrement s'ignorer.

Puisqu'il s'agit de mobiliser la communauté des chercheurs francophones en sciences humaines et sociales autour de la discussion collective de l'agenda des travaux, le Gis fonctionne depuis sa création comme un réseau de recherche sur la participation du public en démocratie³, et non comme une communauté stable structurant un champ de type disciplinaire. L'attractivité du Gis pour les chercheurs, dont très peu se vouent exclusivement aux questions de la participation, est d'être un espace pluridisciplinaire ouvert de dialogue sur les questions transversales rencontrées dans les multiples domaines où se déploient les phénomènes participatifs. Son activité a ainsi contribué à désenclaver les recherches sur la participation, notamment pour les doctorants, a favorisé la discussion interdisciplinaire et a rendu plus visible à l'échelle internationale la recherche francophone sur la participation.

L'animation de la recherche et des études doctorales

La création du Gis s'est concrétisée par la tenue des **premières journées doctorales** sur la participation du public et la démocratie participative, à l'École normale supérieure de Lyon, fin novembre 2009⁴. Depuis, deux autres éditions ont eu lieu, en **octobre 2011**, à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris⁵, dans le cadre du **premier Congrès du Gis**⁶ qui a été l'occasion du lancement de la revue *Participations*, et en **novembre 2013** à l'Université Victor Segalen, à Bordeaux⁷. Les quatrièmes journées doctorales auront lieu à Lille les 13 et 14 novembre 2015. Les journées doctorales donnent une bonne illustration de ce qu'a permis la création du Gis. L'appel à communications, non thématique et très proche pour chacune des trois éditions, a recueilli 82 propositions en 2009, 71 en 2011 et 54 en 2013 soit un total de 207 propositions de communications, témoignant d'un flux soutenu de travaux doctoraux. Ces 207 propositions de communications émanent de 183 doctorants dont 167 ont été invités à communiquer à l'une, au moins, des trois sessions, où ont été présentées de 47 (en 2009) à 43 (en 2013) communications (certaines étant collectives). L'éventail des disciplines des sciences humaines et sociales représentées est large : la science politique et la sociologie compte ensemble pour moitié des communications présentées, l'aménagement et l'urbanisme, la géographie

3. 55 laboratoires — UMR, laboratoires propres d'organismes de recherche ou équipes d'accueil universitaires — sont associés au Gis. Dans chacun, quelques chercheurs contribuent, de diverses manières, à l'activité du Gis.

4. *Actes des 1ères journées doctorales sur la participation et la démocratie participative*, Lyon, 27-28 novembre 2009, ISSN 2271-7994.

5. *Actes de la 2ème journée doctorale sur la participation et la démocratie participative*, Paris, 18 octobre 2011, ISSN 2271-7994.

6. *Actes du premier Congrès du Gis Démocratie et Participation*, Paris, 18-21 octobre 2011.

7. *Actes des 3èmes journées doctorales sur la participation et la démocratie participative*, Bordeaux, 22-23 novembre 2013, ISSN 2271-7994.

Les relations entre chercheurs et acteurs sur la question du pouvoir d'agir

Le 8 juillet 2013, la sociologue Marie-Hélène Bacqué et le responsable de l'association ACLeFeu Mohamed Mechmache ont remis au Ministre de la ville François Lamy leur rapport *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*. Ce dernier est consacré à la citoyenneté et au pouvoir d'agir dans les quartiers populaires et est sous-titré par le mot d'ordre « Ça ne se fera plus sans nous ».

Pour les deux auteurs, qui ont rencontré au cours de leur mission 300 acteurs associatifs et ont mené une conférence citoyenne sur le sujet, faire des habitants les acteurs du changement aurait été le « rendez-vous manqué » de la politique de la ville car celle-ci reste imposée par le haut. Aussi proposent-ils de la refonder sur des mots et des pratiques nouvelles — « l'empowerment à la française » : codécision, co-construction, pouvoir d'agir, pouvoir d'interpellation et d'action des citoyens. Ils proposent de renouveler profondément la participation dont les dispositifs classiques n'ont pas dépassé la communication ou la concertation autour de projets : intégrer au moins 50 % d'habitants dans les instances de décision de la politiques de la ville (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, Conseil national des villes, etc.), créer un fonds d'interpellation à destination des habitants géré par une autorité indépendante et, au niveau local, des tables de quartier rassemblant associations et collectifs. Le rapport propose cinq orientations majeures (avec 26 propositions plus concrètes qui y sont reliées) en mesure de redessiner profondément la politique de la ville : appuyer le développement du pouvoir d'agir, les démarches d'empowerment ; mettre les citoyens au cœur des services publics ; démocratiser la politique de la ville ; changer l'image des quartiers ; accompagner un renversement de démarche par la formation et la co-formation. Ces propositions ont été diversement reprises dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 qui prévoit la mise en place d'un conseil citoyen dans chaque quartier prioritaire.

Pour donner suite aux propositions d'une « réforme radicale de la politique de la ville », représentants associatifs et chercheurs spécialisés en démocratie participative se sont réunis le 9 février 2014 à Paris pour structurer l'alliance inédite entamée lors de la mission, et préparer la naissance d'une « plateforme des quartiers populaires ». Pas sans nous, la coordination citoyenne ambitionnant de devenir un véritable « syndicat des banlieues », a été constituée le 8 septembre 2014 à Nantes par cent cinquante associations de quartier. La plateforme nationale d'échanges de pratiques est épaulée d'un conseil scientifique, composée d'universitaires et de professionnels (urbanistes, architectes), élargissant la Commission constituée lors de la mission Bacqué-Mechmache. Plusieurs membres du Conseil scientifique du Gis, en premier lieu Marie-Hélène Bacqué, sont depuis l'origine impliqués dans cette démarche à laquelle le Colloque du Gis de janvier 2015 a fait largement écho.

► Référence

Bacqué M-H., M. Mechmache, *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, Paris, La Documentation française, 2013

et le droit en rassemblent un quart, les sciences de l'information et de la communication, la philosophie, l'anthropologie un peu moins, enfin, l'économie, la gestion, l'analyse du langage et de l'argumentation, l'histoire sont peu représentées (une seule ou quelques communications en trois éditions). Certaines disciplines comme la psychologie sociale ou les sciences de l'éducation sont totalement absentes.

Un travail en cours d'Alice Mazeaud et Magali Nonjon⁸ analyse beaucoup plus systématiquement les données sur les thèses sur la participation en France. Ces deux auteures mettent en évidence que malgré le nombre conséquent de travaux présentés lors des journées doctorales du Gis, celles-ci n'attirent qu'une minorité des thèses traitant de la participation (un tiers environ). Cette sélection, dont les mécanismes restent à comprendre (les appels à communication étant très ouverts et largement diffusés), conduit à une surreprésentation de quelques disciplines (notamment la science politique et l'aménagement) et privilégie les travaux qui interrogent l'articulation entre dynamiques participatives et enjeux démocratiques par rapport à ceux qui s'intéressent aux effets et aux enjeux de la participation dans des secteurs d'action publique particuliers. De plus, la thématique de la participation dans l'entreprise n'a jamais fait l'objet d'une communication

alors qu'un nombre conséquent de thèses lui sont consacrées. Au total, même si elle n'en sont qu'un miroir déformant, les journées doctorales sur la participation et la démocratie participative ont néanmoins rendu visible un domaine d'études très actif, permis d'en interroger les contours, d'en préciser les questionnements spécifiques et les disciplines engagées.

Les relations entre chercheur.e.s et acteur.e.s de la participation au cœur du renouvellement 2014-2017

La grande diversité des terrains d'études a été une condition pour faire bouger les cadres académiques dans lesquels était traditionnellement saisi l'objet "participation", et pour garantir la capacité de mise à distance critique de cet objet qui recouvre trop facilement la multiplicité des formes du social. La création de la revue *Participations*, avec dix numéros parus depuis fin 2011, comme les publications issues du premier grand colloque tenu en France sur la démocratie délibérative⁹ (juin 2011), le bilan des études sur la participation en démocratie dressé lors du Congrès (premier numéro de la revue *Participations*), avec une journée d'études spécialement consacrée aux effets de la participation¹⁰ (octobre 2011) manifestent cette préoccupation. Au-delà, toute l'activité

8. Mazeaud A. et M. Nonjon, *Le marché de la démocratie participative*, Brignais, Éditions du Croquant, à paraître en 2015.

9. Blondiaux L. et Manin B. (dir.), *Le Tourmant Délibératif : bilan, critiques et perspectives*, Presses de Sciences po, à paraître en 2015.

10. Blondiaux L., J-M. Fourniau, L. Monnoyer-Smith, C. Neveu (dir.), *À quoi sert la démocratie participative ? Un bilan critique des recherches sur les effets de la participation en démocratie*, Berne, Peter Lang, coll. « Méthodes participatives appliquées », à paraître en 2015.

du Gis montre que le croisement fécond de l'analyse réflexive des praticiens et des chercheurs questionne le positionnement classique des travaux académiques.

Beaucoup d'initiatives de laboratoires, de collectivités territoriales, d'opérateurs s'attachent à rapprocher les questionnements des chercheurs de ceux des praticiens de la participation. L'« embarquement » des chercheurs, non seulement dans la théorisation mais aussi dans la mise en place, la conduite ou l'évaluation de dispositifs participatifs, est un trait largement partagé par les travaux sur la participation, tant en France qu'ailleurs dans le monde, ne serait-ce que parce qu'il constitue une voie privilégiée d'enquête et d'accès au terrain. De telles formes d'implication et d'engagement croisés ne sont pas nouvelles en elles-mêmes et ont déjà fait l'objet de réflexions dans certaines disciplines ou sur certains objets. Mais la croissance des sollicitations émanant des partenaires non-académiques engagés dans des collaborations diverses avec des chercheur.e.s pour le développement de pratiques participatives, la réémergence récente de formes plus politisées, ou radicales, de participation dans la sphère des mouvements sociaux et des mobilisations, conduisent à examiner les relations entre recherche, institutions et mouvements sociaux à nouveaux frais. Les événements récents (attentats de janvier 2015) sont venus à leur tour nous rappeler l'urgence de réfléchir à la fragilité des connaissances sur le social, au sens et aux conditions du renouvellement démocratique dans nos sociétés. Le format même du Gis associant des partenaires appartenant au monde de la recherche et à celui des acteurs¹¹ a conduit à prendre ces questions à bras le corps dans le nouveau programme d'activité 2014-2017.

Le colloque tenu les 29 et 30 janvier 2015 à l'Université Paris 8¹² s'y est attaché. Près de cent propositions, portées par 140 auteurs, un grand nombre étant des propositions collectives, sont arrivées et 45 ont été acceptées, dont seulement 14 étaient des communications à une voix. Toutes les autres sont collectives, parfois portées par une équipe de chercheur.e.s ou d'acteur.e.s, plus souvent par des collectifs mixtes. L'organisation du Colloque a été une première tentative, restant à pérenniser, pour trouver des formes plus ouvertes et hospitalières à une diversité de participants et de contributeurs : chaque atelier était discuté par un « binôme » chercheur.e / acteur.e, deux tables rondes ont été or-

ganisées pour rompre avec le format de communications et une synthèse des débats utilisable et appropriable par tous sera publiée, en plus des Actes en ligne. L'apport propre du Gis est ainsi d'appréhender cette question des relations entre chercheur.e.s et acteur.e.s comme une caractéristique globale du phénomène participatif, transformant les processus de recherche comme les processus de décision.

Le croisement des expériences et des connaissances, l'approfondissement de la confrontation des cadres théoriques de référence, des concepts et des outils, et la discussion réflexive sur le positionnement de nos recherches dans la société, constituent ainsi des dimensions centrales du domaine des études de la participation et font l'objet du programme d'activité 2014-2017 du Gis. Cela suppose d'inventer des formes nouvelles d'animation de la recherche, réflexive et collaborative. Le Gis souhaite développer son travail en ce sens, en lançant plusieurs « ateliers coopératifs » — dont un démarre à la suite du colloque — sur le pouvoir d'agir dans les quartiers populaires.

11. Douze partenaires financent l'activité du Gis : quatre établissements de recherche (CNRS, Ifsttar, Irtéa et Cirad), trois organismes de l'État (ministère de l'écologie et du développement durable, ADEME, Commission nationale du débat public), l'Association des Régions de France et la Région Nord-Pas de Calais, et des maîtres d'ouvrage (EDF, Réseau de transport d'électricité, SNCF Réseau). *Décider ensemble*, l'Institut de la concertation et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France sont des partenaires associés.

12. *Chercheur.es et acteur.es de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses*.

contact&info

► Jean-Michel Fourniau
Gis Démocratie et Participation
jean-michel.fourniau@ifsttar.fr
gis-dep@mshparisnord.fr

► Pour en savoir plus
<http://www.participation-et-democratie.fr>